



Le bulletin
d'information
du Centre ReSIS

SOMMAIRE :

- ENSEIGNER EN PAIX : 2 nouvelles sessions p.3
- Libérer les énergies et les talents p.4-5
- Lutter contre les inégalités scolaires p.6

FAIRE FACE AUX DÉSORDRES SCOLAIRES

Les résultats de PISA 2025 sont désormais connus. Ils confirment la persistance de très importants désordres au sein des classes et des établissements français. « *La France figure parmi les pays où ces perturbations sont les plus fréquemment signalées* », reconnaît le ministère de l'Éducation dans un communiqué. Rétablir la paix dans les classes est une priorité de façon à garantir à chaque élève **LE DROIT FONDAMENTAL D'ÉTUDIER EN PAIX**. Rétablir la paix au sein des classes est aussi le moyen le plus efficace pour lutter contre les inégalités.

Au Centre ReSIS, nous avons un principe : chaque fois que nous révélons des dysfonctionnements, nous nous efforçons de créer des dispositifs permettant de leur porter remède. C'est à la présentation de certaines de ces initiatives que le bulletin de septembre est en grande partie consacré :

- deux nouvelles sessions du programme ENSEIGNER EN PAIX
- mais aussi une expérimentation lancée dans certains établissements volontaires.

Toute l'équipe du Centre ReSIS vous souhaite
une bonne rentrée scolaire

DEUX NOUVELLES SESSIONS DES JOURNÉES ENSEIGNER EN PAIX



Après le succès des journées d'octobre dernier à Lyon et à Paris, le Centre RēSIS prend l'initiative de renouveler l'expérience avec deux nouvelles journées organisées :

- À Rennes les 19 et 20 octobre 2026
- Et à Lyon les 29 et 30 octobre 2026

La session de Rennes est d'ores et déjà complète
(inscription sur liste d'attente)

5 ATELIERS

**1. FAIRE FACE AUX
INSOLENCES ET AUX
INSULTES**

**2. FACILITER LA RELATION
AVEC LES PARENTS
D'ELEVES**

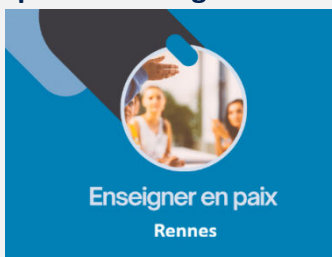
**3. OSER PUNIR
SAVOIR PUNIR**

**4. TRAVAILLER AVEC
DES CLASSES DIFFICILES**

**5. RIRE
EN CLASSE ?**

**Pour s'inscrire à la session de Rennes
19 et 20 octobre 2026 (liste d'attente)**

Cliquer sur l'image ci-dessous



**Pour s'inscrire à la session de Lyon
29 et 30 octobre 2026**

Cliquer sur l'image ci-dessous



LIBÉRER LES ÉNERGIES ET LES TALENTS

Un entretien avec Jean-Pierre Bellon

Les résultats de l'enquête internationale PISA viennent de paraître en ce début du mois de septembre. Quel regard portez-vous sur ces données ?

Ces résultats confirment ce que nous savions déjà : l'école française est en panne. Elle se révèle incapable de faire progresser les élèves quel que soit leur niveau : elle ne parvient pas à réduire les inégalités, mais elle ne permet pas davantage aux plus performants de réussir. Le niveau des élèves les plus en difficulté baisse significativement tandis que celui des plus performants s'effondre. L'école française fait donc échouer tout le monde. Comment d'ailleurs pourrait-elle permettre la réussite des jeunes gens quand on sait que dans un très grand nombre de classes, le désordre est tel que les élèves ne parviennent pas à entendre ce que dit leur professeur ? Depuis presque 10 ans, PISA a, en effet, révélé que les enseignants français étaient ceux qui avaient le plus de peine à établir la paix dans leurs classes. La lutte contre les désordres scolaires devrait donc être une priorité absolue.

Une autre enquête vient de paraître en cette rentrée 2026 : le baromètre de l'UNSA Éducation. Là encore, les résultats sont inquiétants.

Ils sont, en effet, parfaitement alarmants. Seuls 0,3 % des personnels déclarent avoir confiance dans l'avenir du système éducatif français. 71 % d'entre eux considèrent qu'ils ne sont ni reconnus, ni respectés. Les enseignants français sont maltraités de toute part : par certains de leurs élèves d'abord. On sait, en effet, que 40 % des enseignants reconnaissent avoir été insultés par leurs élèves et même, pour 10 %, avoir été frappés ! Mais ils ne sont pas mieux traités par leur direction : assister à une journée de pré-rentrée donne une idée du degré de déresponsabilisation et d'infantilisation avec laquelle les enseignants sont traités. Certains apprennent seulement quelques heures avant la rentrée des élèves dans quelles conditions ils vont travailler. D'autres sont inscrits d'office à des ateliers où ils seront invités à donner un avis dont on ne tiendra nullement

compte. Et que dire des pouvoirs publics ? Non seulement les enseignants français sont parmi les plus mal payés d'Europe, mais ils sont régulièrement contraints de subir les conséquences de réformes pour lesquelles ils n'ont jamais été consultés.



« Les enseignants français sont maltraités de toute part »

Que faire alors pour redonner confiance aux enseignants comme aux élèves dans l'avenir du système éducatif français ?

L'école française n'a surtout pas besoin d'une énième grande réforme descendant du ministère. L'école a d'abord besoin qu'on libère les énergies et les talents. Pourquoi ne pas tenter l'expérience d'établissements dans lesquels on ferait confiance aux personnels en les associant à la gestion des établissements ? Dans un ouvrage récent, j'ai fait à ce sujet plusieurs propositions. Il conviendrait, en premier lieu, de renforcer le système de gouvernance des établissements en y associant les professionnels volontaires. Comment, en effet, des chefs d'établissements totalement épuisés et des enseignants déresponsabilisés pourraient-ils incarner auprès des élèves une quelconque forme d'autorité ? Il faudrait ensuite cesser d'affecter et de muter les enseignants au gré d'un barème aveugle. Les équipes de direction doivent savoir qui elles recrutent ; les enseignants doivent pouvoir choisir où ils vont être affectés. Il faudrait enfin que les établissements mettent en œuvre

certaines dispositions permettant de garantir à chaque élève la possibilité d'étudier en paix. Le Centre ReSIS lance à ce sujet, dès cette rentrée, une expérimentation dans certains établissements.

En quoi va consister cette expérimentation ?

Nous allons travailler avec certains établissements volontaires qui ont déjà implanté en leur sein la Méthode de la Préoccupation Partagée (MPP^{FR}) et qui disposent d'une équipe dédiée au traitement des situations de brimades entre élèves. Ils savent donc déjà comment aborder efficacement les rencontres avec les parents d'élèves. Nous allons mettre en œuvre dans ces établissements trois autres dispositifs :

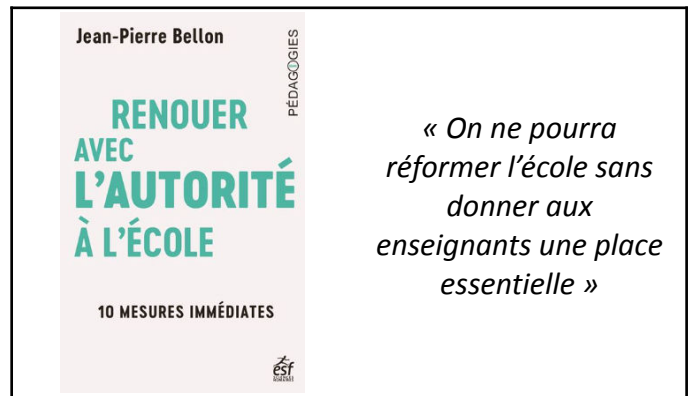
- Un traitement systématique de toutes les classes difficiles, chahuteuses ou bavardes avec l'application du protocole ReSIS Classes Difficiles (PRCD) qui a déjà largement fait ses preuves dans d'autres établissements.
- La mise en place d'un protocole permettant aux professionnels de faire face aux situations d'incivilités ou d'insultes.
- Une réforme des sanctions avec la mise en place d'une commission de suivi des infractions chargée du prononcé des sanctions.

Les équipes du Centre ReSIS suivront les établissements concernés pendant une période de deux ans. Nous disposerons également du suivi d'une équipe universitaire permettant l'évaluation du dispositif. En lançant cette expérimentation, le Centre ReSIS reste fidèle à la méthode qui a toujours été la sienne : le développement systématique de dispositifs de traitement des dysfonctionnements que nous observons dans l'école (brimades, chahut, désordre...)

L'année 2027 sera marquée par une importante élection présidentielle. Quel message adressez-vous aux différents candidats ?

Le Centre ReSIS a rédigé un [Livre blanc](#) que nous adresserons à tous les candidats. Mais il nous semble que les prochains responsables devront éviter trois écueils :

- En premier lieu, l'illusion démagogique selon laquelle, il suffirait de rajouter des moyens supplémentaires dans le système actuel. La question des moyens est évidemment importante ; mais elle ne doit pas masquer une réalité essentielle : on ne pourra réformer l'école française sans donner aux enseignants une place décisive au cœur du dispositif.



- Il est une autre illusion dont il faut se prémunir. Pour rétablir la paix au sein des classes, il suffirait, selon certains, de quelques rododromes ou coups de mentons : le retour du surveillant général ou l'imposition de l'uniforme aux élèves... (voir notre encadré ci-dessous), autant de mesures aussi démagogiques qu'inefficaces. Sur cette question aussi, toute réforme de l'école doit s'accompagner d'une participation plus active des enseignants.

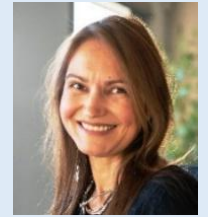
- Mais la paix doit être rétablie dans toutes les classes et non seulement dans quelques établissements. Le dernier écueil dont les responsables publics doivent se prémunir est le projet d'une école à deux vitesses avec quelques établissements privilégiés où l'on étudierait en paix et d'autres où le désordre continuerait de régner. Les premières victimes des désordres scolaires sont d'abord les élèves qui ne trouvent pas dans leurs familles le soutien scolaire dont ils auraient besoin. La lutte contre les inégalités sociales passe donc prioritairement par une lutte systématique contre tous les désordres scolaires.

UNIFORME À L'ÉCOLE : LES DONNÉES DE LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE

Concernant l'uniforme à l'école, le chercheur [Romuald Normand](#) (Université de Strasbourg) a clairement montré la totale inefficacité de ce type de disposition. En s'appuyant sur des travaux réalisés aux Etats-Unis, il se montre sans appel sur cette question : « *Ce qui ressort clairement de la recherche, c'est que le port de l'uniforme scolaire, en tant que politique et stratégie, ne contribue pas à produire une plus grande implication des parents, une meilleure préparation des élèves, des approches positives de l'apprentissage, des attitudes favorables à l'école, un sentiment accru d'unité et d'appartenance, ou des climats scolaires positifs. Par conséquent, une telle politique ne devrait pas être présentée comme améliorant l'atmosphère éducative à tous les niveaux de l'enseignement* ».

POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS SOCIALES, LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS SCOLAIRES

Par Marie Quartier



La question de l'égalité des chances pour les élèves est fondamentale dans notre école républicaine, et l'idée fait consensus. En revanche, les avis sur les moyens d'y parvenir divergent. On entend souvent dire que l'école doit réduire les inégalités sociales. Mais en a-t-elle les moyens ? Ne doit-elle pas d'abord se concentrer sur la réduction des inégalités scolaires ? Quelle que soit leur origine sociale, tous les élèves devraient bénéficier, au sein des établissements scolaires, des mêmes conditions pour étudier, afin de pouvoir progresser au maximum de leurs possibilités et de leurs talents, et de pouvoir découvrir ce qui les intéresse.

En travaillant sur la question des classes qui dysfonctionnent, celles où les enseignants souffrent de ne pouvoir enseigner et les élèves de ne pouvoir étudier, nous avons, au Centre ReSIS, récolté un grand nombre de témoignages et de demandes d'élèves. Ceux-là, loin de se féliciter du désordre dont ils sont pourtant les acteurs, réclament unanimement davantage de règles et d'autorité de la part des adultes, ce qui ne laisse pas de surprendre leurs professeurs. Lorsque l'échange avec eux permet de les réindividualiser et de les sortir de la posture déformée qu'ils prennent lorsqu'ils sont en groupe, ils témoignent tous des mêmes besoins de tranquillité et d'attention. Ils souhaitent réussir leur scolarité, apprendre et progresser. Ils apprécient les professeurs justes et exigeants.

Pour permettre une égalité des chances devant les apprentissages, écoutons la demande fondamentale de nos élèves, qui est de pouvoir étudier en paix. Ce qui veut dire ne pas être harcelé, ne pas être moqué, ne pas être humilié, ne pas se sentir ignoré. C'est également pouvoir entendre ce que dit l'enseignant, pouvoir poser une question sans crainte et se concentrer sur les sujets à étudier sans que toutes sortes de perturbations ne viennent contrecarrer ce besoin. Simone Weil disait que la principale vertu des exercices scolaires, quels qu'ils soient, réside moins dans leur contenu que dans la faculté d'attention et de concentration qu'ils développent chez les élèves. Selon la philosophe, tout

apprentissage permet avant tout le développement de l'intériorité. Or, dans une classe désordonnée, les élèves sont sans cesse pris dans des interactions nombreuses et chaotiques, qui les privent de cette disponibilité nécessaire au développement de l'attention et de la concentration.

Pour réduire les inégalités scolaires, ne devons-nous pas d'abord garantir à tout élève un environnement le protégeant des distractions ou menaces qui parasitent ses apprentissages, comme à tout enseignant la certitude de pouvoir enseigner sans avoir à subir des effets de groupe devenus incontrôlables ? La pacification des classes, comme des cours de récréations ou de tout autre espace scolaire (y compris les transports scolaires), n'est-elle pas un devoir que nous avons envers tous les écoliers ?

Les parents ne s'y trompent pas, et tous ceux qui en ont les moyens s'évertuent à placer leurs enfants dans des écoles qui leur garantissent ces conditions essentielles aux apprentissages. Pour cela, ils contournent quand ils le peuvent la carte scolaire ou choisissent les écoles privées. N'avons-nous pas aggravé les inégalités sociales, en renforçant ainsi les inégalités scolaires ? Peut-être, en voulant bien faire, avons-nous pris les choses à l'envers : baisser les exigences en termes d'apprentissages, et par la même occasion en termes de comportements, en pensant rejoindre les populations les plus démunies pour mieux les intégrer au système scolaire n'a-t-il pas eu pour effet de priver avant tout les enfants de ces milieux dits populaires de la possibilité de gravir les échelons de l'excellence académique ?

Personne ne souhaite que notre école ne dérive vers un système à deux vitesses, où seuls les plus favorisés pourront garantir à leurs enfants une éducation exigeante. Pour éviter cela, ne nous laissons pas fourvoyer par les apparences qui pourraient nous laisser croire que nos élèves apprécient le laxisme, la désinvolture et le désordre. Au contraire, donnons-nous pour priorité absolue, dans chaque établissement scolaire, de leur permettre d'étudier en paix, comme à leurs professeurs d'enseigner en paix.

UN LIVRE BLANC POUR FAIRE CONNAÎTRE NOS PROPOSITIONS

L'école française est aujourd'hui le théâtre de multiples désordres qui mettent en péril les possibilités pour l'ensemble des élèves d'étudier en paix. Des mesures urgentes doivent être prises pour renouer avec la part d'autorité à l'école sans laquelle l'acte éducatif ne peut être possible.

Fort de son expérience dans la lutte contre toutes les souffrances scolaires, le Centre ReSIS entend apporter sa contribution à une réforme ambitieuse de l'école.

**POUR QUE SOIT GARANTI À CHAQUE ÉLÈVE LE DROIT
D'ÉTUDIER EN PAIX
POUR QUE SOIT GARANTI À CHAQUE PROFESSEUR LA POSSIBILITÉ
D'ENSEIGNER EN PAIX**



Les activités du Centre ReSIS

Une structure associative

fondée par les pionniers
de la lutte contre le
harcèlement scolaire

Une expertise éprouvée

dans le traitement des
situations de souffrances
scolaires

Une équipe de formateurs qualifiés

et aptes à intervenir sur
l'ensemble du territoire
français et à l'étranger

Pour nous joindre : contact@centreresis.org